

SOS Education, attention danger

L'association dissimule ses liens avec les officines ultralibérales.

Sur l'enveloppe, la mention «SOS Education». En dessous: «L'Ecole est en train de mettre en péril l'avenir de milliers d'enfants: IL FAUT AGIR VITE!» Cette enveloppe, plusieurs centaines d'enseignants l'ont reçue, à leur adresse personnelle, notamment dans l'Hérault, la Charente-Maritime, l'Eure-et-Loir, la Lozère et le Doubs. Les envois ont commencé il y a plusieurs mois. A l'intérieur, un courrier signé Martine Duverger, secrétaire générale de SOS Education. «J'ai besoin de votre opinion (votre souligné, ndlr) sur ce que je crois être la pire catastrophe qui menace notre pays (...): la crise dramatique qui frappe l'Education nationale et, avec elle, toute une partie de notre jeunesse.» Suit un constat au vitriol sur les raisons pour lesquelles «l'avenir de millions d'enfants est aujourd'hui gravement compromis», comportant une violente charge contre les syndicats, qui «font la loi» à l'Education nationale. Le courrier appelle à un «référendum national sur l'école» et «à rejoindre SOS Education, une association totalement indépendante». Il est également précisé que l'association est déclarée «d'intérêt général» (1).

Duperie. Une présentation de l'association, disponible sur le web (2), est jointe. Ainsi que le n° 3 du bulletin de liaison. Titre en première page: «Le ministre délégué Xavier Darcos s'explique devant SOS Educa-

tion.» Plus bas, la photo d'un jeune homme, visage tourné vers Xavier Darcos: «Vincent Laarman et Xavier Darcos: la voix des parents enfin entendue par l'Education nationale.»

Or l'association, en tant que telle, n'a jamais rencontré Xavier Darcos. La photo a été prise fin novembre lors d'un petit-déjeuner du Club Concorde, un think tank fondé par Jérôme Monod. Rendez-vous fut bien pris avec deux membres du cabinet du

ministre délégué à l'Enseignement scolaire, mais pas avec ce dernier. L'un d'eux se souvient avoir reçu des représentants de SOS Education le 14 janvier: «Je me suis fait traiter de gauchiste pour la première fois de ma vie! Ils m'ont insulté pendant une heure, m'ont accusé d'être un collabo des syndicats.» Deux mois plus tard, le même conseiller a la surprise de recevoir un courrier très cordial faisant état «de l'accueil et de l'intérêt [qu'il a] manifesté pour SOS Education».

Nébulose. L'association est indépendante au plan légal, mais pas neutre au plan politique: elle se rattache à une nébulose parfaitement identifiée. On la retrouve sur le site Internet conscience-politique.org pour lequel elle a réalisé l'analyse d'un manuel d'histoire jugé trop complaisant sur les morts du communisme. Que trouve-t-on sur ce site? Des références aux ultralibéraux tendance Reagan, aux mouvements anti-avortement et à la mouvance des évangélistes américains, le tout nimbé d'une proximité assumée avec l'extrême droite. Et des références appuyées à Claude Reichman, seule «personnalité politique» dont le site Internet est recommandé. Ce dernier n'est pas un inconnu, et c'est bien le mouvement qu'il tente de fédérer qui inspire directement SOS Education. Il se présente comme «ancien candidat à l'élection présidentielle de 2002», à laquelle il n'a pas concouru, fau-

te de signatures suffisantes. Reichman a néanmoins créé un «cabinet fantôme» à la mode anglaise. Avec un «ministre de l'Instruction publique et de la Civilisation» (l'universitaire Guy Millières). En matière d'éducation, le programme présente des parentés avec ceux du FN et surtout du MNR de Bruno Mégret, mais il se rattache surtout aux idées défendues par Charles Millon, ex-président de la région Rhône-Alpes élu avec les voix du

FN. Un autre site assure la promotion de Claude Reichman: les4vérités.com, qui renvoie dans sa rubrique «Partenaires» aux sites de *National hebdo* et de *Présent*. Elle incite à ne pas manquer l'émission de Reichman sur Radio Courtoisie. les4vérités.com sont publiées par l'ancien journaliste Alain Dumait, qui a successivement travaillé, entre 1970 et 1979, à *Valeurs actuelles*, au *Figaro*, à *France Soir*, à Antenne 2 et à *l'Express* avant de créer «Contribuables associés», association violemment anti-service public. Adjoint d'Alain Dumait est François Laarman, impliqué dans des actions de lobbying pour la défense du libéralisme, des consommateurs et des contribuables.

Or, la famille Laarman est intimement liée à SOS Education. Isabelle, 25 ans, nièce de François, était dans la délégation de SOS Education qui a été reçue au ministère. Ainsi que Vincent, son frère, qui apparaît sur la photo aux côtés de Xa-

vier Darcos. Par ailleurs, Isabelle résidait encore fin 2002 dans le XV^e arrondissement de Paris, dans le logement qui a servi de premier siège social à SOS Education. Enfin, Vincent Laarman est présenté comme un des correspondants de l'organisation américaine The Separation of School and State Alliance (Alliance pour la séparation de l'école et de l'Etat). Cette dernière ne réclame rien moins que le renvoi complet de l'éducation à la sphère privée.

Concordance. Cette offensive de lobbying venant des ultralibéraux a inquiété l'Unsa Education. Le syndicat relève en effet une troublante concordance entre les annonces de Raffarin en matière de décentralisation ou d'autonomie des établissements et certains points du «programme» de SOS Education. Idem de la tonalité générale des discours de l'Education nationale depuis huit mois sur une école qui serait «en panne» et manquerait «d'efficacité». Pour autant, les réseaux libéraux qui s'étaient structurés voici dix ans à l'Education nationale, et dont Xavier Darcos était un des animateurs, semblent étrangers à la nébulose dans laquelle s'inscrit SOS Education. A ce jour, l'association, qui revendique entre 18000 et 20000 adhérents, n'a pas répondu à nos questions ●

EMMANUEL DAVIDENKOFF

et AIRELLE NIEPCE

(1) Disposition fiscale qui n'implique aucun contrôle a priori. Cette mention n'a rien à voir avec la déclaration dite «d'utilité publiques».

(2) www.soseducation.com